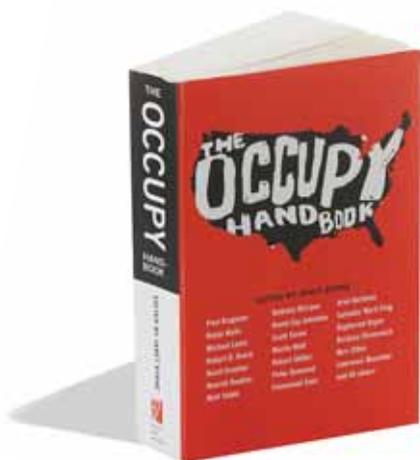


En attendant d'être entendus



Janet Byrne (directrice de publication)

The Occupy Handbook

Back Bay Books, New York, 2012, 256 pages, 15,99 \$ (broché).

«**N**ous voulons faire entendre notre voix. Nous nous sentons marginalisés. Nous voulons avoir voix au chapitre et aspirons à un nouvel esprit d'autodétermination», déclare Jon Friesen, le militant d'Occupy Wall Street. David Graeber, anthropologue, promoteur de la consensuelle Assemblée Générale, devenue le symbole d'Occupy Wall Street, qualifie le mouvement de foncièrement anarchiste. Son message est clair : «L'ordre politique américain est absolument et irrémédiablement corrompu, ses deux partis ont été achetés et vendus par les 1 % les plus riches, et si nous voulons une authentique démocratie, il nous faut repartir à zéro.»

Les paroles de Friesen et de Graeber sont reprises dans *The Occupy Handbook*, recueil de 56 articles analysant les origines du mouvement, sa situation actuelle et ses perspectives. Pour le meilleur ou pour le pire, les voix des analystes, observateurs et sympathisants éclipsent celles des «occupants».

Occupy Wall Street sert de tremplin à des récits sur la crise financière. Les économistes Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff

résumant leurs travaux sur les crises financières; Raghuram Rajan, ex-Chef économiste du FMI, explique pourquoi les inégalités ont convaincu le gouvernement américain d'assouplir l'accès au crédit; la journaliste Bethany McLean, connue pour ses travaux sur le scandale Enron, nous rappelle que la bulle immobilière s'explique par l'extraction hypothécaire et non par l'achat de logements; tandis que Gillian Tett, du *Financial Times*, considère le silence social — celui qui s'impose sans discussion — comme un point faible du secteur financier complexe d'aujourd'hui. Éclairages utiles, mais qui ne vont pas au cœur du phénomène Occupy.

À la célèbre boutade de Warren Buffet — ce n'est que lorsque la marée se retire que l'on peut voir qui s'est baigné nu — on pourrait ajouter : ce n'est que lorsque la marée se retire que l'on découvre qui ne peut pas s'offrir de maillot de bain. La crise financière a mis en évidence le problème plus profond des inégalités grandissantes des dernières décennies. Comme le rappelle Emmanuel Saez (dans une étude réalisée avec Thomas Piketty), depuis les années 70, aux États-Unis, le centile supérieur de la population s'approprie la moitié de la croissance des revenus.

La crise récente n'a fait qu'aggraver la précarité de longue date des ménages. Le soutien généreux du gouvernement fédéral aux grandes banques, contrastant avec son apparente incapacité à aider les propriétaires menacés de saisies par ces mêmes banques, a conforté le sentiment qu'il était acquis à la cause des grandes entreprises et des nantis. Ce mélange de désespérance économique et d'impuissance politique a apporté de l'eau au moulin du mouvement Occupy Wall Street, que l'auteur et juriste Scott Turow décrit comme une «lamentation» sur l'aggravation des inégalités de revenus aux États-Unis, «imputable en partie à un gouvernement semblant favoriser de manière disproportionnée les riches».

Les inégalités sont à la base du mouvement. Inégalité des revenus, certes, mais aussi inégalité des chances et du pouvoir. Son célèbre slogan «Nous sommes les 99 %» met en évidence le gouffre croissant entre les riches, qui concentrent luxe démesuré et pouvoir politique extraordinaire dû à leurs contributions illimitées aux mégafonds de campagne, et les autres, ceux qui luttent pour faire vivre dignement leur famille.

Alors, quelle solution? *The Occupy Handbook* en propose plusieurs; j'en retiendrai trois. L'une, suggérée par Peter Diamond et par Saez, cautionnée par Janet Byrne, serait de relever fortement les taux d'imposition sur les très riches. Mais se poserait alors une question : «Comment le faire avec l'actuel Congrès et l'actuel parti républicain (dont une majorité s'est engagée à ne pas relever l'impôt)?». Ce qui nous amène à la deuxième solution, prônée par Robert Reich, Turow et quelques autres : affranchir la politique de l'argent, si nécessaire, par un amendement de la constitution. Cette proposition peut paraître peu réaliste, mais elle constitue un point de convergence plausible pour une large partie de l'éventail.

Pour Friesen et Graeber, cependant, ceci n'est que bricolage. Selon Graeber, Occupy Wall Street rejette les institutions politiques et l'ordre légal existants qu'il supplante par une «démocratie directe consensuelle». Le politologue James Miller, spécialiste des militances, se demande ce que cela deviendrait à grande échelle. N'oublions surtout pas toutefois que c'est grâce aux militants comme Friesen et Graeber — et non à des universitaires, des journalistes ou des politiques — qu'Occupy Wall Street a pu devenir un phénomène mondial.

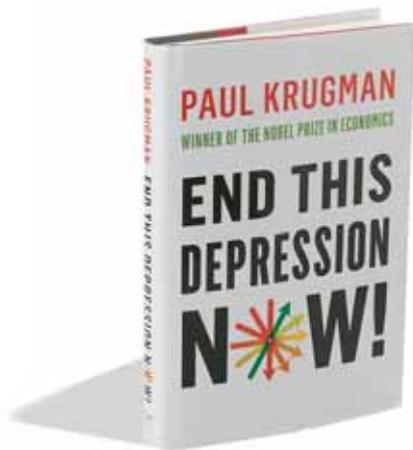
James Kwak

Professeur associé
Faculté de droit

de l'Université du Connecticut

Coauteur, *White House Burning: The Founding Fathers, Our National Debt, and Why It Matters to You*

Que la raison prévale



Paul Krugman

End This Depression Now!

W.W. Norton & Company, New York, 2012, 272 pages, 24,95 \$ (toilé).

Dans cet ouvrage très accessible, Paul Krugman énonce des arguments qui seront familiers aux lecteurs de sa chronique du *New York Times*. Ce livre se lit comme un blog à l'intention de lecteurs non avertis, et contient des références à des traités économiques, en nous épargnant cependant le foisonnement de notes de bas de page ou de fin d'ouvrage. Il s'inscrit dans la pure tradition des écrits polémiques.

Krugman commence par les effets désastreux du chômage massif et prolongé aux États-Unis, conséquence de la crise financière et des ripostes adoptées. Outre le renoncement à une importante production qui aurait pu améliorer bien des vies, le niveau élevé du chômage actuel est un fléau humain et social qui doit être au cœur des préoccupations des gouvernants.

L'analyse de ce livre se situe dans le fil même de la macroéconomie, qui affirme l'impact de l'action de l'État sur le niveau de la demande globale. Krugman assume pleinement ses convictions quand il avance que l'État (et la Réserve fédérale) peut et doit fournir la relance nécessaire pour compenser une demande privée insuffisante.

Il réfute fermement la myriade de sophismes qui ont dominé le débat politique sur les orientations macro-économiques (et pas seulement aux États-Unis) : les politiques doivent viser des objectifs à long terme et non obéir à des considérations à court terme; le chômage a une dimension structurelle que ne sauraient traiter les politiques de la demande; toute action de l'État pour influencer sur la demande sera contrebalancée par le secteur privé; la crise naît de l'ingérence de l'État sur les marchés et les opérations des géants du crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac; la nervosité des marchés obligataires exige une action immédiate contre les déficits; ou encore, le critère premier de toute intervention de l'État est de savoir si elle rétablit ou non la confiance des entreprises.

Les recommandations de Krugman pour sortir de la pire dépression depuis les années 30 sont très semblables à celles du FMI : l'assainissement des finances publiques est nécessaire, voire urgent dans certains pays, mais dans la mesure du possible la démarche doit s'inscrire dans un cadre crédible de réformes à moyen terme et le rééquilibrage à court terme doit être modéré pour pouvoir accompagner la croissance. Krugman, tout comme le FMI, reconnaît le besoin d'une politique monétaire non conventionnelle, et il rejoint Olivier Blanchard, Conseiller économique du FMI, en suggérant une cible d'inflation un peu plus élevée vu les circonstances. Même s'il est plus explicite dans ses propres recommandations, Krugman reconnaît que le FMI reste attaché aux enseignements successifs de la macroéconomie.

Mais si les arguments macroéconomiques sont à ce point solides, comment expliquer la résistance à laquelle se heurte cette analyse dans la sphère politique? Krugman se montre ici plus circonspect. Sans concessions lorsqu'il avance des arguments économiques contre les détracteurs d'une politique économique volontariste, il

dit peu de choses sur ce qui empêche la raison de prévaloir. Peut-être considère-t-il sa maîtrise de l'argumentation technique et économique comme sa meilleure contribution au débat.

Il paraît toutefois vouloir élucider la question lorsqu'il évoque les commentaires du macroéconomiste polonais, Michal Kalecki, sur l'opposition des milieux d'affaires aux conclusions de Keynes : si la dépense publique peut déterminer le niveau d'emploi, alors la confiance des entreprises n'est plus la pierre angulaire de la politique économique, et les élites de la finance et du commerce n'auraient donc pas tant d'influence.

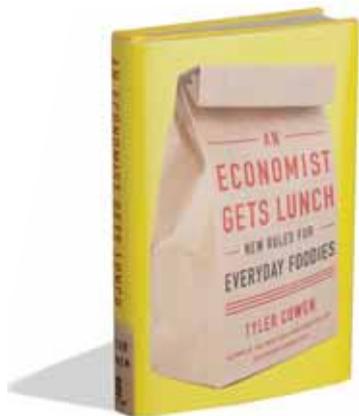
Les économistes de l'intérêt général ont vite fait de produire des modèles dans lesquels les institutions publiques dénaturent les décisions de politique générale en appuyant des plans qui défendent leurs intérêts particuliers. Mais la question de l'intérêt dans le débat de politique économique semble être bien plus insidieuse que le fonctionnement plutôt transparent des institutions publiques. Des institutions comme le FMI ou la Réserve fédérale paraissent intellectuellement solides; le problème tient au faible contrôle de l'influence qu'exercent dans le débat les riches, et l'élite financière et commerciale. L'importance grandissante du financement privé dans la recherche universitaire et l'expansion des think tanks généreusement dotés et qui privilégient des problématiques particulières ont renforcé la résistance au débat raisonné.

Le livre de Krugman démontre que nous ne sommes pas si démunis face aux forces du marché et que les périodes longues et affligeantes de chômage dont souffrent des millions de personnes ne sont pas inéluctables. Un siècle de macroéconomie nous a offert les outils pour affronter ce problème : nous avons tout simplement besoin de la volonté politique de les exploiter.

Mark Allen,

Représentant résident principal pour l'Europe centrale et orientale

Nourritures spirituelles



Tyler Cowen

An Economist Gets Lunch

New Rules for Everyday Foodies

Dutton, New York, 2012, 385 pages, 26,95 \$ (toilé).

Lire ce livre pour commencer à mieux se nourrir sans dépenser une fortune. Ce sera bon pour vous et pour le monde. Il suffit de penser comme ... un économiste.

La science économique, si l'on en croit Tyler Cowen, brisera le carcan mental dans lequel les «snobs de la bouffe» veulent vous enfermer, et lèvera le voile de l'ignorance. Mais patience! Cowen ne traite pas que de nourriture. Les enjeux sont bien plus vastes, et s'il a raison, vous participerez peut-être au déclenchement d'une révolution.

Il paraîtra paradoxal que l'économie, «science funeste», puisse générer un passionné de la nourriture, ou selon les termes de Wikipedia, «un amateur de bonne table». Cowen aborde cette question à travers un alignement, accessible et humoristique, de concepts économiques. Oui, on peut manger mieux et moins cher, n'en déplaise à ceux qui se disent experts gastronomes.

Cowen pourrait même vous convaincre de modifier radicalement votre rapport à la nourriture et de vous rallier à son point de vue : «un repas mauvais ou médiocre est bien plus qu'une question de goût désagréable, c'est l'inutile négation

des plaisirs de la vie ... une occasion manquée d'affiner nos goûts, de mieux connaître le monde et de partager une expérience épanouissante». Il vous invite à enrichir votre vie «de nouvelles découvertes, notamment lorsqu'il s'agit de plaisirs aussi humains, aussi primaires et aussi ancestraux que les plaisirs du palais».

Cowen remonte aux origines de la science économique, jusqu'à Thomas Malthus et Adam Smith, et défend son point de vue au moyen de plus d'une douzaine de concepts, de la fonction de production à la métarationalité, et s'inspire de disciplines aussi diverses que la statistique et la psychologie.

Son approche économique de la bonne alimentation applique le principe suivant : «la nourriture naît de la confrontation d'une offre et d'une demande, alors essayez juste de découvrir où les produits offerts sont frais, les producteurs inventifs et les demandeurs bien informés». Il veut s'appuyer sur une méthode authentiquement scientifique pour mieux appréhender le fonctionnement des marchés alimentaires et exploiter utilement cette information.

La maxime compte parmi ses outils didactiques favoris. «Quand il y a beaucoup de charrettes à ânes et que les femmes portent des paniers sur la tête, mange ton poisson là où il est pêché», conseille Cowen.

L'économiste teste ses hypothèses sur des exemples internationaux. Il cite des pays du monde entier, même si la part du lion revient à l'Asie, à l'Amérique du Nord et du Sud, et à l'Europe. Mais pour écarter tout soupçon de stéréotype, il met de la cuisine chinoise en Tanzanie et des «fish and chips» en Nouvelle-Zélande.

Peu d'auteurs sans doute auraient l'audace de conclure qu'«aux États-Unis, la cuisine pakistanaise est supérieure à la cuisine indienne» ou que «la plupart des gens n'aiment pas la nourriture coréenne». Mais chez Cowen, opinions tranchées et politiquement incorrectes sont plutôt stimulantes, et ses arguments,

convaincants ou non, sont limpides et constructifs. À propos, «on entre dans la cuisine coréenne par les légumes».

Cowen ne s'arrête pas à la géographie, il assaisonne son livre de zestes d'histoire. Son étude de la chaîne alimentaire nord-américaine est un élément clef du livre. Ses références historiques proviennent en grande partie des Amériques, et — hormis les Aztèques et les origines du maïs — des temps modernes. Contraste regrettable avec la merveilleuse et exhaustive saga du sel de Marc Kurlansky, «Salt: a world history».

Mais ce livre va bien au-delà des conseils pratiques. Il aborde des thèmes sérieux comme la malbouffe, la hausse des prix alimentaires ou l'accès difficile à une nourriture saine et ses conséquences sociétales désastreuses : obésité, malnutrition, émeutes de la faim, voire famine. L'auteur nous rappelle le lent effritement des avantages de la Révolution verte et la nécessité d'une nouvelle révolution vers une meilleure alimentation. Le capitalisme, indubitablement, a sa préférence et il trouve quelque avantage à l'agrobusiness et aux OGM face aux problèmes quantitatifs et qualitatifs. Son analyse de l'obésité — cet état résulterait d'un choix conscient du malade — prêterait sans doute à controverse. Mais on s'accordera cependant sans difficulté sur le rôle possible et souhaitable des économistes en faveur d'une meilleure alimentation.

Le style de Cowen paraîtra ici ou là acerbe (je pense aux passages critiquant le mouvement «vert»), mais il y a une humanité profonde dans son message : «inviter les autres à partager, chez vous, le savoir alimentaire que vous avez acquis, est une expérience des plus enrichissantes».

Alors, gourmets de tous les pays, unissez-vous! Vous n'avez rien à y perdre, sinon ce poulet frit immonde et hors de prix dont vous avez fait votre déjeuner.

Amadou Sy

Chef de division adjoint

*Département des marchés monétaires
et de capitaux du FMI*